



Procès-verbal

Conseil Municipal

Séance du 11 avril 2024

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – PIPART Fabrice – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absents :

DELVO SALAUN Rozenn (pouvoir à LE HEGARAT Valérie)
CORLAY Gérald (pouvoir à PIPART Fabrice)
SEVRET Chrystel

Secrétaire : VINCENT Louis

Les procès-verbaux des 15 février et 28 mars 2024 sont adoptés à l'unanimité.

1/ Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des charges Transférées (CLECT)

M. Séhan présente le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 12 février 2024 validé en conseil communautaire le 20 février 2024.

Suite à la validation des statuts communautaires par arrêté préfectoral et la prise de compétence par l'intercommunalité « versement du contingent incendie », c'est Leff Armor qui s'acquitte depuis 2019 de la participation contingents incendie. La commune de Goudelin a signé une convention avec le SDIS basée sur la mise à disposition des agents sapeurs-pompiers volontaires de la collectivité durant leur temps de travail, ce qui représente une valorisation de 7 827 € pour 2023. Le total de la contribution au SDIS pour la commune est donc de 26 124 €.

Concernant la mise à disposition du service ADS, il est rappelé que la participation se base pour 50% sur la Population INSEE et 50% sur le nombre d'actes pondérés. La participation 2024 ainsi calculée sera de 8 991.49€.

Sur cette base, le montant des attributions de compensation à verser par la commune est inscrit au budget primitif 2024 pour un montant de 24 661.37 €.

Le rapport doit être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée d'au moins deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population, ou d'au moins la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population. Les communes disposent d'un délai de 3 mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal pour l'approuver ou pas.

Le Conseil municipal, à l'unanimité, approuve le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ainsi présenté.

2/ Caisse d'allocations familiales : Convention d'objectif et de financement pour l'Accueil de loisirs

Mme le Moal présente la convention proposée par la Caisse d'allocations familiales des Cotes d'Armor qui définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) Périscolaire et du bonus territoire de la Convention territoriale globale.

Ces subventions de fonctionnement visent à favoriser la pérennité de l'offre existante en matière d'accueil de loisirs périscolaires et à améliorer l'accessibilité tarifaire aux équipements.

Ce conventionnement offre également aux parents la possibilité de bénéficier de l'avantage fiscal prévu au titre des frais de garde des jeunes enfants.

Il est précisé que la présente convention de financement est conclue du 01/01/2024 au 31/12/2025.

Les élus, à l'unanimité, autorisent M. le Maire ou son représentant à renouveler la convention d'objectif et de financement Accueil de loisirs pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2025.

3/ Devis du Syndicat Départemental d'Energie

M. Gauvain explique que le SDE22 vient de transmettre deux devis :

- Etude de l'extension de l'éclairage du terrain d'entraînement de foot.

Le coût total de l'opération est estimé à 30 000.00 € TTC (coût total des travaux majoré de 8% de frais d'ingénierie). Conformément aux dispositions du règlement financier approuvé par le Comité Syndical le 20 Décembre 2019, la participation de la commune s'élève à 18 055.56 €

- Etude de la rénovation de l'éclairage public au Centre Bourg.

Le coût total de l'opération est estimé à 18 000.00 € TTC. (Coût total des travaux majoré de 8% de frais d'ingénierie). La participation de la commune s'élève à 10 833.33 €.

M. le Maire est autorisé, à l'unanimité, à signer les deux devis du Syndicat Départemental d'Energie tels que présentés.

4/ Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle

M. le Maire expose aux conseillers qu'au regard du principe de parité et de libre administration des collectivités territoriales, il est possible de verser une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle aux agents publics territoriaux dont la rémunération annuelle brute entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2023 n'excède pas 39 000 € primes incluses. Son versement reste facultatif.

Le principe est le suivant :

- Montant maximum individuel : 800 € fractionnables
- Versement en une ou plusieurs fois
- Entrée en vigueur : 2 novembre 2023
- Date limite de versement : 30 juin 2024
- Bénéficiaires : fonctionnaires à temps complet, non complet, temps partiel et les contractuels de droit public

L'organe délibérant détermine le montant de la prime, dans la limite du plafond réglementaire prévu pour chaque niveau de rémunération.

M. le Maire propose à l'assemblée délibérante d'instituer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle au sein de la commune et de fixer le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour chaque niveau de rémunération comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Plafond réglementaire	Montant de la prime de pouvoir d'achat (pour un temps complet)
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €	500 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €	450 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €	400 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €	350 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €	300 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €	250 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €	200 €

Le dossier a d'ores et déjà été présenté au Comité Social Territorial (CST) et a reçu un avis favorable.

L'assemblée, à l'unanimité, autorise M. le Maire à procéder au versement de cette prime exceptionnelle en une fois avant le 30 juin prochain.

5/ Convention d'occupation précaire – zone de Kéribot

La commune de GOUDELIN est propriétaire d'une parcelle cadastrée ZE n° 194, d'une contenance totale de 21 ares 27 ca (Kermorin-Bihan) destinée à servir de réserve foncière communale.

Dans l'attente de sa destination finale la commune de GOUDELIN a décidé de mettre à disposition sous la forme d'un bail précaire la parcelle en question au profit de Monsieur Mickaël VINCENT pour la période du 1er mars 2024 au 29 septembre 2025.

Le projet d'acte présenté à l'assemblée, est validé à l'unanimité.

6/ Rénovation de la salle des fêtes – attribution des marchés

M. Taton rappelle que le budget global initial alloué pour les travaux de réhabilitation thermique de la salle des fêtes de Goudelin était estimé à 373 000 € HT.

Suite à l'avis d'appel public à la concurrence puis à la journée de négociation technique et financière qui s'est déroulée le 8 mars dernier, M. Taton présente les offres d'entreprises qui sont parvenues en mairie pour ce marché.

Tous les documents nécessaires à la finalisation de cet appel d'offres n'étant pas parvenus en mairie, Il sera proposé aux conseillers d'attribuer le marché de travaux pour la réhabilitation thermique de la salle des fêtes lors du prochain conseil municipal.

7/ Devis – travaux divers

- Voirie : Fonctionnement

- Curage et/ ou busage - Coatorz, Kerguen, traou meuret, Kerougan : Meurou TP pour un montant estimé de 7 932 € H.T. / 9 518.60 € T.T.C.
- Point à temps -St Elore, Kermin, Ste Marguerite : Rault TP pour un montant estimé de 11 633.50 € H.T. / 13 960.20 € T.T.C.

- Programme de voirie 2024 (investissement) :

- Salle des fêtes et aire de jeux, Kervaudry, Le Broc'h, Kerual Vihan et Kerougan (enrobé à froid de type « easycold ») : Colas pour un montant estimé de 64 526.14 € H.T. / 77 431.37 € T.T.C.

- Aire de jeux médiathèque (thème médiéval):

- Synchronicity de Guidel pour un montant estimé de 29 907.13 € TTC

- Aire de jeux école (parcours de billes, mur de football, panneau puissance 4, Jeux à ressort « Cox » et « cyclou ») : Synchronicity de Guidel pour un montant estimé de 4 819. 20 € TTC

8/ Informations diverses

- New Deal mobile impose aux opérateurs de densifier leurs réseaux afin d'améliorer la qualité de réception sur l'ensemble du territoire, et particulièrement dans les zones rurales. Dans le cadre de cette obligation de couverture mobile en « bonne couverture », Orange étudie l'implantation d'une antenne relais sur la commune.

-Pluïh – copil : définition de la consommation foncière nécessaire au développement de l'habitat sur la durée du PLUi-H. 2023. Leff Armor communauté dispose d'une enveloppe foncière de 104 ha pour la période 2025 2035.

- Loi APER vise à l'accélération de la production d'énergies renouvelables sur le territoire. Création de zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables. Leurs lieux d'implantation seront à définir par délibération du conseil municipal, après concertation du public. La loi impose entre autres que les parcs de stationnement de plus de 1 500 m² qui ne sont pas ombragés par des arbres sur au moins la moitié de leur superficie soient équipés d'ombrières photovoltaïques sur au moins la moitié de leur superficie ou d'autres procédés de production permettant une production équivalente d'énergies renouvelables. Le développement des installations agrivoltaïques est également prévu.

Fin de la séance à 21 h 30

Le secrétaire de séance
Louis VINCENT